

Bernard Lambert

1) Allons-nous vers l'auto-destruction ?

Que sera notre Congrès de Lille ? Quelle image du parti le P.S.U. va-t-il donner de lui-même aussi bien pour les militants du parti que pour les travailleurs engagés concrètement dans la lutte sur les lieux de production ? Quel va être l'apport de notre parti sur le plan de la réflexion théorique, apport qui doit être opérationnel pour ceux qui sont en prise directement avec l'exploitation capitaliste ? Présentement ce travail, prolongeant celui des A.O.P., représente un débat beaucoup plus essentiel que le comptage des voix sur tes tendances. Irons-nous à Lille pour jouer aux quilles, donner le spectacle d'une foire d'empoigne, d'un champ clos pour règlements de compte ? J'espère qu'il est encore possible de ne pas donner de nous-mêmes une impression très différente d'ailleurs de ce que nous sommes réellement. Mais le risque est trop important pour le passer sous silence.

Qu'on me comprenne bien : je ne nie pas l'importance des débats théoriques, des affrontements, des efforts de clarification dont le courant révolutionnaire a besoin. Je refuse par contre une bataille de chiffonniers dont ceux qui portent la lutte révolutionnaire sur le terrain se sentiraient totalement étrangers.

2) Situation réelle du P.S.U.

Où se situe en réalité le vrai débat, interne et externe au P.S.U. ? Avant 68, des militants venus de la social-démocratie, du P.C.F. ou des milieux catholiques progressistes, cherchaient des voies d'un socialisme moderne, débarrassé des scléroses et compromissions caractérisant les partis de la gauche classique, prenant des positions claires sur les problèmes du plan ou des luttes anticolonialistes, ouvert aux évolutions sociologiques de milieux qui abordaient le socialisme sans expérience, sans connaissances scientifiques. Le P.S.U. représentait le principal canal de cette prise de conscience de cette action collective.

L'ouverture de ce parti, son esprit de recherche, ses facultés de remise en cause, lui ont permis d'être présent à l'extraordinaire événement de Mai 1968. De nouveaux adhérents sont venus mais tous nous avons vécu cette période, renouvelant

nos méthodes d'action, nos analyses sur les virtualités révolutionnaires contenues dans l'intervention des masses. Déjà au congrès de Dijon, le P.S.U. a fortement exprimé les conséquences théoriques et pratiques de cette nouvelle situation politique.

Malgré cette transformation, nous avons vécu ces dernières années en assumant les tâtonnements, les incertitudes, les échecs mêmes que connaissent aussi bien les travailleurs que le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Ce type de démarche était nécessaire. Il nous a permis peu à peu de clarifier notre stratégie, de préciser nos objectifs. Nous devons continuer sur cette voie en développant nos analyses, nos synthèses compte tenu de notre acquis et de notre expérience tirée de l'action révolutionnaire des masses. Schématiquement deux sensibilités dominantes caractérisent les militants du P.S.U. Il serait possible de les décrire en prenant n'importe quel problème important. Pour essayer d'être aussi clair que possible, je retiendrai nos attitudes à l'égard des institutions légales en général (municipalités, coopératives agricoles, associations familiales, etc.) et du syndicalisme en particulier.

Des camarades (syndicalistes ou non) marqués par nos acquis antérieurs en Mai 68 (acquis que le P.S.U. n'a pas le droit de liquider) se sentent mal à l'aise devant la critique politique de l'action syndicale, surtout lorsque cette critique s'exprime publiquement et qu'elle leur apparaît systématique. Poussant ce raisonnement jusqu'au bout, un petit nombre estime que cette critique reflète « l'hystérie gauchiste » du parti et que notre tâche devrait consister au contraire à défendre quoi qu'il arrive l'organisation syndicale dont la classe ouvrière a besoin et qui subit déjà trop d'attaques injustifiées de la part des « maoïstes » notamment. A l'inverse, d'autres camarades privilégient fortement sinon systématiquement l'action directe à la base. L'action des travailleurs leur apparaît d'autant plus intéressante qu'elle éclate en dehors des structures. Les appareils leur semblent sclérosants et récupérateurs par nature. Les masses, délivrées de leurs entraves bureaucratiques doivent exprimer réellement leur violence révolutionnaire. Le parti a pour rôle de contribuer à libérer cette violence, en lui donnant sa signification et son débouché politique. A l'extrême, un petit nombre en est à défendre les thèmes « syndicats-collabos » et « toute violence est révolutionnaire ».

3) Dépasser les contradictions

Je pense que cette thèse et son antithèse précédemment décrites sont nécessaires au parti. Elles n'appellent pas à la clarification dogmatique permettant à un groupe de supplanter ou d'évincer l'autre mais une synthèse opérationnelle qui n'a rien à voir avec un compromis boiteux.

Dans un régime capitaliste, en dehors d'une période révolutionnaire un conflit, même s'il est contrôlé, dirigé par l'assemblée des travailleurs, même s'il pose des problèmes qualitatifs et irrécupérables par le pouvoir, même s'il repose sur une grève de durée « illimitée » aboutit forcément à une négociation, plus ou moins fructueuse et durable suivant le rapport des forces créé. Ce n'est pas par hasard que la classe ouvrière s'est donnée au prix de durs combats des outils syndicaux dont elle a besoin tant pour organiser les luttes que pour obtenir des avantages immédiats même si la nature du système reste inchangée. Ces outils doivent bien sûr poser le problème de la nature du pouvoir et impulser des luttes irrécupérables par l'adversaire. Mais, contrairement à l'organisation politique de classe, ils doivent à un moment ou à un autre, quel que soit le contrôle de l'assemblée des travailleurs, négocier avec cet adversaire.

Passer des compromis, c'est aussi se compromettre, c'est surtout jouer un jeu d'appareil. Les militants ou dirigeants syndicaux ne sont pas pour autant tous des « vendus ». Mais ils risquent, dans ce type de structure de devenir des « bureaucrates » du mouvement ouvrier. Nous savons souvent par expérience combien les structures sont accaparantes et conduisent parfois ceux qui en ont la responsabilité à défendre l'organisation en oubliant la situation et les aspirations réelles des masses.

En fait pour le syndicalisme en général et les syndicalistes en particulier, qu'ils soient ouvriers ou paysans, une critique permanente et publique représente besoin vital. Le parti politique qui n'assumerait pas cette fonction, qui préférerait jouer le rôle de courroie de transmission de la stratégie syndicale faillirait à l'une de ses tâches essentielles et rendrait un mauvais service au syndicalisme lui-même. Il accepterait que la perspective réformiste puisse gangrener peu à peu les syndicats ouvriers au travers de la participation, des contrats de progrès et des « Grenelle à froid ».

Il ne s'agit pas de s'ériger en juges extérieurs aux problèmes réels. Par ses groupes d'entreprises, par le poids structurel des A.O.P., dans son organisation, le P.S.U. doit être plongé à l'intérieur même des luttes menées par les travailleurs. Il ne

s'agit pas non plus de critiques systématiquement négatives. Les actions y compris syndicales permettant le développement du courant révolutionnaire, les propositions pratiques découlant des critiques doivent être largement mises en évidence. Nous n'avons ni à détruire les organisations syndicales ni à leur substituer des « syndicats rouges » ni à faire du suivisme ou de l'entrisme à priori. Mais si du passé il faut faire table rase, nous ne pouvons inclure dans ce « nettoyage » l'histoire et l'expérience du prolétariat lui-même.

4) Introduire dans nos structures le mouvement politique de masse

L'exploitation capitaliste passe bien sûr par le type de société dans lequel nous vivons et les aliénations inhérentes à ce qu'on appelle la société de consommation. Mais la marque dominante de cette exploitation s'exprime principalement dans les rapports de production. C'est là aussi que peut et doit s'engager l'action révolutionnaire essentielle. Les travailleurs, ouvriers et paysans, sont donc appelés à porter le poids principal de la lutte révolutionnaire.

Si cette affirmation correspond à la réalité, nous ne pouvons prétendre participer à la naissance d'un mouvement politique de masses en conservant des structures de type « social-démocrate ». Le dernier conseil national a posé le problème. Le congrès devra tenter de le résoudre. La tentation sera pourtant grande de l'escamoter en cherchant des faux-fuyants.

Posons la question : pourquoi les travailleurs sont-ils instinctivement méfiants envers l'engagement politique ? Il ne s'agit pas seulement des séquelles de la Charte d'Amiens. Un ouvrier ou un paysan a l'impression, souvent justifiée, de se couper de son milieu en militant dans une organisation politique. S'il adhère, il vient dans l'état d'esprit de celui qui a tout à apprendre d'un domaine important mais devant lequel il s'estime totalement incompetent. Des gens instruits s'empressent alors de jouer auprès de lui le rôle d'initiateur, de professeur.

Je voudrais là encore être bien compris ; je ne mésestime pas l'importance de la réflexion théorique et l'apport que doit fournir « l'intellectuel collectif » du prolétariat à ceux qui sont au cœur des luttes. Mais justement le prolétariat sera-t-il présent à cet « intellectuel collectif » qu'est le parti autrement que d'une manière formelle ? Nous entendons les « chefs de wilayas » du parti dire : « J'ai

mes bons ouvriers » un peu comme les sudistes lorsqu'ils disent : « J'ai mon bon nègre ».

En tant que tels, à partir de leurs propres expériences, c'est-à-dire de leur culture, les travailleurs ont un apport essentiel à donner à leur parti révolutionnaire. Ils doivent d'entrée de jeu sentir que le parti a plus besoin d'eux que le contraire, parce que sans eux, qui portent le poids essentiel du combat, le parti ne sera rien. Cette analyse ne signifie pas que les militants d'autres milieux, les intellectuels notamment, deviendront des adhérents de seconde zone : ils joueront leur rôle dans la mesure où ils se mettront complètement, sincèrement, au service des masses. Ils doivent cesser de se prendre pour des moines chargés d'apporter l'évangile aux bons sauvages. A ce niveau les vœux pieux ne changeront rien. Le premier travail des A.O.P. peut être considéré par les esprits forts comme insuffisant, flou, incohérent. Il est essentiel. Pourtant, le congrès pris par des querelles de tendances, risque fort, de faire l'impasse sur cet accord. Plus grave : cette lutte de tendances condamne le changement de structures et c'est peut-être l'objectif recherché par certains. Comment en effet peut-on imaginer des ouvriers, des paysans représentés à la proportionnelle des votes de « prise en considération » sur la base de débats qui leur seront étrangers ? En fait un appareil accepte difficilement de se remettre en cause lui-même, qu'il s'agisse de sections, de fédérations, de D.P.N. ou autre. Il est cruel de perdre une parcelle de pouvoir, d'influence attachée à telle ou telle fonction. Les militants vraiment révolutionnaires ne peuvent pourtant pas accepter cet enlisement dans la nécessaire transformation des structures. Les travailleurs ont besoin d'un outil politique pour mener le combat jusqu'à son terme : la prise du pouvoir. Ils n'ont que faire d'une organisation social-démocrate qui, de l'extérieur, prétendrait leur donner des leçons.

5) Les raisons politiques d'un choix

Je n'ai jamais, depuis ma première adhésion en 1966, conçu ma présence au P.S.U. comme un phénomène personnel. J'ai pris le risque, tant individuel que collectif, et en accord avec un nombre de militants paysans de plus en plus important, de miser sur les facultés d'adaptation, d'évolution du P.S.U. pour faire de celui-ci un des instruments privilégiés de notre engagement politique. Ce qui reste pour moi essentiel, au plan politique précisément, c'est de tout mettre en oeuvre pour respecter la démarche révolutionnaire

de mon milieu qui s'exprime peu à peu, malgré le corporatisme, dans une extraordinaire diversité de méthodes d'action et d'analyses. Ce mouvement, extrêmement neuf, a gardé jusqu'à maintenant un style unitaire de progression, sans faire l'économie des affrontements mais en évitant le phénomène de groupuscularisation.

A tort ou à raison, je me sens comptable de cette progression politique. Je pense que mon devoir est de la prioriser sur toute autre considération. Je ne suis pas par nature l'homme du compromis à tout prix. J'ai même dans mon milieu la réputation de trancher durement et de créer des clivages. Dans le débat qui j'engage au P.S.U., personnellement je ne suis pas neutre. Je réprouve ceux qui, sous prétexte de clarification, mènent en fait une lutte d'élimination d'une orientation. Je souhaite que le congrès approuve ceux qui proposent « **une transformation du parti assurant son unité** ».

Mais cet aspect ne me semble par prioritaire. Je me refuse absolument à mêler mon milieu à une lutte qui lui apparaîtra comme incompréhensible parce que étrangère aux véritables questions qu'il affronte. Je ne veux pas par un choix personnel, faire reculer la prise de conscience politique actuellement en cours. A la demande de plusieurs camarades du parti et en accord avec des militants paysans, j'accepte de prendre des responsabilités plus importantes au P.S.U., compte tenu de l'ouverture de ce parti et de ses modifications structurelles en direction des travailleurs. Mais si nous tombons dans la lutte interne pour initiés, sans signification sur la situation réelle et vécue par les militants révolutionnaires, je resterai simple adhérent. En refusant d'entrer dans un faux débat, je pose un acte politique qui me semble essentiel : préserver le courant paysan révolutionnaire d'une querelle qui ne le concerne pas parce qu'il ne la comprendra pas et qui risquerait de compromettre sa progression.

Nous pouvons ne pas en arriver là. Je lance un appel aux militants pour qu'ils refusent la guerre des tendances et qu'ils exigent que le débat soit centré sur les problèmes liés aux luttes et les changements nécessaires de structures correspondant à nos nouvelles pratiques de base. Mais je préfère dès maintenant annoncer la couleur au cas où les militants ne parviendraient pas à modifier la situation présente.

• **La commission nationale agricole à l'unanimité s'engage sur ce texte.**